

La CGSP appelle à une « journée de réaction » dans le secteur public

Depuis l'automne 2014, la CGSP est confrontée à une politique gouvernementale de droite qui se concentre sur le démantèlement des services publics. Parallèlement à cela, le gouvernement Michel a mené une politique fiscale catastrophique, qu'il présente aux citoyens comme un redressement économique, mais qui n'existe en réalité que sur le papier. Malgré l'opposition constante de la CGSP, le gouvernement fédéral reste sourd à toutes ses objections légitimes. Il est temps, cette fois encore, de passer à l'action !

Ces trois dernières années, le gouvernement Michel n'a cessé de sabrer dans le secteur public :

- Les budgets sont réduits et des économies sont réalisées sur le dos du personnel de sorte que les services publics ne puissent plus fournir les services que les citoyens méritent ;
- Le futur du service à la population est également mis en péril à cause d'un manque d'investissements ;
- Le personnel du secteur public doit travailler plus longtemps sans qu'il n'y ait de réelle discussion sur le travail faisable et les métiers lourds ;
- Le régime de pension des fonctionnaires nommés est systématiquement démantelé sans qu'aucune alternative digne de ce nom ne soit proposée ;
- Le statut des fonctionnaires est rayé d'un trait de plume et le gouvernement renonce ainsi à la neutralité de ses services publics ;
- Un service minimum permettrait, selon certains, de garantir les services publics alors qu'il ne ferait que semer l'incertitude et le chaos parmi les citoyens et bafouer le droit de grève du personnel ;
- La privatisation des entreprises publiques et d'autres services publics doit permettre d'atteindre l'équilibre budgétaire alors qu'elle ne ferait que creuser davantage le déficit budgétaire et nous arracher d'importants leviers économiques.

Ce n'est là qu'une poignée des mesures irréfléchies auxquelles le personnel du secteur public fait face. En dépit de notre attitude responsable en tant que partenaire social, le gouvernement ne répond à aucune de nos demandes de dialogue et il poursuit ses provocations et sa politique de démantèlement des services publics. La CGSP appelle à des actions dans le secteur public cet automne afin de s'opposer à la non-politique idéologique du gouvernement Michel. Ces actions débiteront lors de la reprise des travaux des parlements régionaux, à la fin septembre, et seront suivies par une « journée de réaction » prévue le 10 octobre 2017.

Contact

Michel MEYER
Président fédéral

Chris RENIERS
Vice-président fédéral

Michel MEYER
Président fédéral